

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Bureau du Conseil d'administration

Séance du 18 janvier 2023

Extrait des délibérations

Le 18 janvier 2023, le Bureau du Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président, Monsieur Stéphane VILLAIN et sous sa présidence.

Date de la convocation : le 11 janvier 2023.

Etaient présents Madame, Messieurs : Bernard BESSON, Jean-Claude GRENON, Ghislaine GUILLEN.

Etait excusé Monsieur : Christophe CABRI.

| | | |
|--------------------------|------------|---|
| Nombre de conseillers en | exercice : | 5 |
| | quorum : | 3 |
| | présents : | 4 |

N°152-2023

ACHAT DE PIECES DETACHEES DES APPAREILS «DRÄGER»

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

ACHAT DE PIECES DETACHEES DES APPAREILS «DRÄGER»

Le service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime dispose d'un parc important d'ARI de marque «Dräger».

A ce titre, il convient de procéder à la passation d'un contrat :

- d'achat de pièces détachées pour ces appareils ;
- de contrôle d'entretien et de formation afin de maintenir en état de fonctionnement le parc actuel.

La consultation s'est effectuée sans publicité ni mise en concurrence préalable en application de l'article R.2122-3 3° du code de la commande publique, les prestations ne pouvant être réalisées que par le titulaire justifiant d'un droit d'exclusivité pour les appareils utilisés par la personne publique.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre sans minimum mais avec un maximum établi en valeur conformément aux articles L.2125-1 1 et R.2162-2 à R.2162-6 du code de la commande publique. Ce dernier a été fixé à la somme de 50 000 euros HT par an (ou période).

Elles font l'objet d'un fractionnement en bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Il est prévu de débiter le contrat à compter de sa notification, jusqu'au 31 décembre 2023. Celui-ci pourra être reconduit tacitement, par période successive d'un an calendaire, trois fois au plus lorsque l'une des conditions énumérées ci-après est remplie :

- terme calendaire du délai de validité de la période de l'accord-cadre ;
- impossibilité, pour la personne publique, de procéder à la passation d'une commande sans risque de dépassement du plafond financier de la période à laquelle se rapporte l'émission du bon de commande (auquel cas, la personne publique informera, sans formalisme particulier, le titulaire, de la date effective de reconduction de l'accord-cadre).

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Les prestations comprennent notamment l'achat et la livraison de pièces détachées, la formation de techniciens et le contrôle annuel des bords de contrôle (main d'œuvre, dépannage et pièces détachées).

Après en avoir délibéré, le Bureau du Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'approuver la procédure de consultation ;
- d'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer l'accord-cadre de fourniture avec la société « DRÄGER ».

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Certifié, publié et exécutoire

le

19 JAN 2023

Le Président du Conseil d'administration
et par délégation,

Le Directeur départemental adjoint

Colonel Eric JOUANNE

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN

B 1801 2023 DEC 152